



# Commentaire du Règlement intérieur de la Conférence générale des poids et mesures

Janvier 2026



## Table des matières

Introduction .....	4
Chapitre 1, Réunions.....	5
Fréquence .....	5
Convocation et présidence .....	6
Date d'ouverture, lieu et durée.....	7
Organisation des réunions .....	7
Commission d'élection .....	8
Chapitre 2, Ordre du jour et documents.....	9
Ordre du jour.....	9
Documents .....	9
Chapitre 3, Participation et titres d'accréditation.....	10
Participation .....	10
Titres d'accréditation .....	11
Chapitre 4, Présidence et secrétariat.....	11
Présidence.....	11
Secrétariat.....	12
Chapitre 5, Langues et comptes rendus .....	12
Langues .....	12
Comptes rendus .....	12
Chapitre 6, Déroulement de la réunion .....	12
Quorum.....	12
Interventions.....	13
Procédure.....	13
Décisions .....	13
Vote .....	14
Chapitre 7, Renouvellement du Comité international.....	14
Candidature au Comité international .....	14
Élection des membres.....	15
Chapitre 8, Modification, suspension et entrée en vigueur .....	17
Modification et suspension.....	17
Entrée en vigueur.....	17

- Le Règlement intérieur de la CGPM s'accompagne d'un **Commentaire** complémentaire.
- Le Commentaire explique **le contexte et la raison d'être de chacune des dispositions** du Règlement intérieur.
- Pour faciliter la lecture et la compréhension générale du Règlement intérieur, les représentants des États Membres et les directeurs des laboratoires nationaux de métrologie sont encouragés à se référer au Commentaire.
- Pour plus d'informations sur l'objectif et les principales caractéristiques du Règlement intérieur de la CGPM, veuillez consulter la « **Note d'introduction au Règlement intérieur de la CGPM** ».

Art.	Titre	Commentaire
<b>Introduction</b>		
---	---	<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'introduction donne le contexte et les raisons de l'élaboration du Règlement intérieur de la CGPM (ci-après le Règlement intérieur). Elle sert à présenter les idées principales et à définir le contexte.</li> <li>– Le Règlement intérieur prend en considération, sans toutefois répéter inutilement, la Convention du Mètre. À titre d'explication, l'introduction comprend la formulation suivante : « <i>Il a pour objectif de compléter la Convention du Mètre, dans la mesure où l'ensemble de ses articles, quels qu'ils soient, en dérivent.</i> » La Convention du Mètre n'est en rien modifiée par le Règlement intérieur dont l'objectif principal est de régir le processus d'organisation et de tenue de la Conférence générale.</li> <li>– Il est convenu que le Règlement intérieur n'est pas juridiquement contraignant pour les États Membres, c'est pourquoi l'introduction comprend expressément la disposition suivante : « <i>le présent Règlement n'est pas destiné à être juridiquement contraignant</i> ».</li> <li>– Toutes les dispositions du règlement intérieur ne découlent pas directement de la Convention du Mètre, mais celles qui en découlent doivent inclure une formulation qui traduise « l'obligation d'agir », de sorte que dans la version anglaise l'utilisation du terme « should » n'est pas appropriée. Étant donné que certains États Membres considèrent que le terme « shall » est une formulation réservée aux traités, le terme « will » a été choisi en lieu et place. Ces considérations ne s'appliquent pas à la version française.</li> <li>– Pour faciliter la lecture et la compréhension générale, l'introduction comprend un glossaire succinct de termes et abréviations. Outre les termes couramment utilisés jusqu'à présent au sein de l'Organisation (tels que CGPM, CIPM, États Membres, États et Entités économiques Associés, etc.), le Règlement intérieur tient compte du fait qu'à l'avenir, les <i>Observateurs</i> seront invités à assister à la Conférence générale. Cela se fonde sur le fait : (i) que plusieurs organisations intergouvernementales (UNESCO, OMS, OMM, OMC, IEC, UIT, AIEA, CIE, ESA, IFCC, ONUDI, OIML, ISO) sont régulièrement invitées à assister à la Conférence générale (et à y prendre la parole lors de présentations invitées) et</li> </ul>

Art.	Titre	Commentaire
		<p>(ii) que les États Membres ont l'intention de créer un statut officiel d'« Observateur » dans le cadre de la résolution sur l'adhésion universelle à la Convention du Mètre.</p> <p>– Le Règlement intérieur a été rédigé, à dessein, de façon à éviter un style de rédaction où chaque article est une phrase unique, ce qui conduit à une profusion d'articles et à un texte fragmentaire. Au contraire, chaque article du Règlement intérieur traite d'un sujet large mais cohérent et les articles sont regroupés par chapitre ; il est important que ces règles de procédure soient lues et appliquées dans leur contexte.</p>
<b>Chapitre 1, Réunions</b>		
<b>1</b>	<b>Fréquence</b>	<p><b>Article 7 du Règlement annexé</b></p> <p>– Dès le titre du premier chapitre puis tout au long du Règlement intérieur, le terme « réunion » se réfère exclusivement à la Conférence générale convoquée, conformément à l'article 7 du Règlement annexé (alors que le Comité international tient des « sessions », article 19 du Règlement annexé.)</p> <p>– La Convention du Mètre requiert que la Conférence générale se réunisse au moins tous les six ans (article 7 du Règlement annexé). Dans la pratique, la Conférence générale se réunit tous les quatre ans. Cela correspond néanmoins à une <i>pratique</i>, et non à une obligation juridique, c'est pourquoi le Règlement intérieur conserve cette flexibilité.</p> <p>– Cette flexibilité est en outre importante car la Convention du Mètre ne prévoit pas de « réunion spéciale » de la Conférence générale (entre les « réunions ordinaires »), comme dans d'autres organisations internationales : ainsi, une réunion de la Conférence générale est identique à toute autre – et, surtout, déclenche le renouvellement par moitié, au minimum, du Comité international (article 7 du Règlement annexé).</p>

Art.	Titre	Commentaire
2	Convocation et présidence	<p><b>Article 4 de la Convention du Mètre</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– C’est la première fois qu’une pratique de gouvernance réformée est mise en place et utilisée par la suite dans l’ensemble du Règlement intérieur, à savoir l’attribution de responsabilités en lien avec des compétences administratives du directeur. Alors que le Comité international est un organe de gouvernance, le directeur est la personne qui a la compétence d’agir sur instruction du Comité international au nom de l’Organisation. L’acte officiel consistant à convoquer la Conférence générale est une compétence à laquelle le Comité international ne peut déroger (article 7 du Règlement annexé). Toutefois, une fois la décision relative à la convocation prise par le CIPM, le Règlement intérieur requiert que le directeur prenne les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.</li> <li>– Le fait d’informer les laboratoires nationaux de métrologie de la convocation n’est pas mentionné dans le Règlement intérieur, car la Convention du Mètre ne prévoit pas l’existence des laboratoires nationaux de métrologie. Cependant, il est d’usage d’inclure les laboratoires nationaux de métrologie à toute communication concernant la Conférence générale.</li> <li>– Étant donné que l’Organisation dispose déjà d’un président du Comité international et que la Conférence générale implique la participation du <i>président</i> de l’Académie des sciences française (dénommée Académie des Sciences de Paris dans la Convention du Mètre), le Règlement intérieur limite leur rôle à la présidence de la réunion (conformément à l’article 4 de la Convention du Mètre) ; cela assure concision et lisibilité tout au long du Règlement intérieur.</li> <li>– L’article 2.2 codifie et confirme une pratique de longue date (instaurée par et appliquée de façon ininterrompue depuis la seconde réunion de la Conférence générale en 1889) selon laquelle le président de la CGPM n’a pas de droit de vote.</li> <li>– Afin que la Conférence générale puisse avoir lieu même si le président de l’Académie des sciences française est dans l’incapacité d’assumer ses fonctions ou que son poste est vacant, l’article 2.3 prévoit que la Conférence générale puisse nommer un président à l’ouverture de la réunion – cette compétence découle d’une interprétation nécessaire de la Convention du Mètre – sur</li> </ul>

Art.	Titre	Commentaire
		<p>recommandation du Comité international. Cela est sans préjudice de l'article 10.2 et des dispositions qui permettent, si nécessaire, au président du Comité international d'intervenir et de présider de manière temporaire la réunion, puis à un président par intérim d'être nommé par la Conférence générale pour le reste de la réunion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 2.3 fait délibérément référence au fait de « nommer » le président de la Conférence générale. Le terme est utilisé de manière cohérente tout au long du Règlement intérieur afin d'impliquer une décision de la Conférence générale lorsqu'il s'agit de pourvoir une position, sauf en ce qui concerne la constitution de la Commission d'élection (conformément à l'article 5) et le renouvellement du Comité international (conformément au chapitre 7 du Règlement intérieur) qui s'effectuent par « <i>élection</i> ».</li> </ul>
3	Date d'ouverture, lieu et durée	<p><b>Article 7 du Règlement annexé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– La date d'ouverture et le lieu de la Conférence générale sont fixés par le Comité international, sur les conseils du directeur et après consultation du président de l'Académie des sciences française.</li> </ul>
4	Organisation des réunions	<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 4 vise à doter la Conférence générale d'une flexibilité suffisante pour parer à toute éventualité, en permettant une participation électronique hybride.</li> <li>– Les délégués ont la possibilité de participer en personne ou via un système électronique sécurisé.</li> <li>– L'article commence en précisant « en général » (comme à d'autres occurrences dans le Règlement intérieur pour indiquer des présomptions) pour indiquer que les réunions se tiennent en principe en personne, puis introduit la possibilité de participer en ligne par l'expression « système électronique sécurisé ». Les États Membres participant par le biais d'un système électronique sécurisé peuvent exercer toutes leurs compétences conformément à la Convention du Mètre : l'article 4.2 apporte des éclaircissements quant au fait que participer en personne ou en ligne a la même signification (notamment en ce qui concerne le quorum (article 14), le vote (article 18) et les élections (article 18)).</li> </ul>

Art.	Titre	Commentaire
		<ul style="list-style-type: none"> <li>– Il est prévu que le Règlement intérieur soit approuvé à la fin de la 28<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale. Ainsi, une procédure spéciale relative à la participation en ligne lors de la 28<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale devra être approuvée par la Conférence générale au cours de cette réunion (de manière similaire à ce qui a été mis en œuvre lors de la 27<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale).</li> </ul>
5	<b>Commission d'élection</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– La Commission d'élection pallie une vulnérabilité de l'Organisation en matière de gouvernance, à savoir l'absence d'un organe neutre (pleinement indépendant du CIPM) chargé de superviser et préparer l'élection des membres du Comité international.</li> <li>– La « Commission d'élection » est ainsi dénommée, conformément aux meilleures pratiques des organisations internationales, afin d'éviter toute confusion avec le Comité international et avec l'actuelle Commission pour l'élection du CIPM.</li> <li>– La Commission d'élection ne dispose pas du pouvoir de gouvernance de la Conférence générale, ni d'aucun pouvoir de gouvernance indépendant, mais existe entre les réunions de la Conférence générale pour accomplir son unique tâche : administrer le renouvellement du Comité international (voir articles 20.3 et 20.4). La Commission d'élection n'est pas habilitée à usurper la compétence de la Conférence générale, ni celle du Comité international.</li> <li>– La première Commission d'élection sera constituée lors de la 28<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale ; elle remplacera et prendra les fonctions de l'actuelle Commission pour l'élection du CIPM. La Commission d'élection, si elle est élue lors de la 28<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale, administrera le renouvellement du Comité international, qui interviendra lors de la 29<sup>e</sup> réunion de la CGPM, en appliquant le présent Règlement intérieur.</li> <li>– L'article 5.2 prévoit que la Commission d'élection soit composée de neuf représentants d'États Membres élus (en respectant les critères de représentation suivants : des États Membres de toutes les régions et de tous les niveaux de contribution). Toute vacance sera pourvue par la</li> </ul>



Art.	Titre	Commentaire
		<p>nomination provisoire d'un représentant par l'État Membre auquel appartenait le membre de la Commission d'élection sortant.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 5.3 prévoit que la Commission d'élection établisse son propre règlement intérieur et définisse les critères d'élection des membres du CIPM, ainsi que la procédure d'élection associée. Cela est nécessaire car, lorsque la Conférence générale aura adopté le Règlement intérieur, elle devra révoquer la Résolution 2 adoptée en 2014.</li> <li>– Si nécessaire, la Commission d'élection peut consulter le président ou le secrétaire du Comité international.</li> </ul>
<b>Chapitre 2, Ordre du jour et documents</b>		
<b>6</b>	<b>Ordre du jour</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'élaboration (et l'adoption) de l'ordre du jour est au cœur de la gouvernance de la Conférence générale et des travaux qu'elle mène avec une préparation adéquate et de manière ordonnée. Dans cet article (tout comme dans l'article 7, <i>Documents</i> et dans l'article 17, <i>Décisions</i>), le Règlement intérieur n'apporte pas de détails au sujet de ce qui constitue un point de l'ordre du jour – cette question revenant au Comité international et aux États Membres. Néanmoins, conformément au Règlement intérieur, certains points figureront nécessairement à l'ordre du jour, comme l'élection de la Commission d'élection (article 5) et le renouvellement du Comité international (article 19).</li> </ul>
<b>7</b>	<b>Documents</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– De façon générale, l'article 7 a pour effet de garantir qu'aucun point de l'ordre du jour ne peut être examiné sans être étayé par des documents qui visent à éclairer la décision de la Conférence générale.</li> <li>– L'article 7.1 fait référence aux « projets de <i>décision</i> » puisqu'ils constituent les mesures de gouvernance prises par la Conférence générale. L'article est exhaustif et traite toutes les questions soumises la Conférence générale pour décision ; il apporte des clarifications en matière de gouvernance en précisant les points à l'ordre du jour qui sont présentés à titre d'information (et de discussion, sans décision, etc.) et ceux qui peuvent être soumis à un vote. En d'autres termes, même si un « projet de résolution » est soumis à la Conférence générale, il revient à la</li> </ul>

Art.	Titre	Commentaire
		<p>Conférence générale de <i>décider</i> d'adopter ou non la résolution (qui peut être présentée dans un ou des « documents pertinents » et/ou un « projet de décision »).</p> <p>– Les article 6.1, 6.2 et 7.2 définissent les délais de préparation de l'ordre du jour et des documents. Ces articles énoncent les principes généraux suivants :</p> <p>(i) l'ordre du jour est préparé par le CIPM et mis à la disposition des États Membres par le directeur six mois avant la réunion ;</p> <p>(ii) les États Membres peuvent soumettre des points supplémentaires à l'ordre du jour jusqu'à quatre mois avant la réunion ;</p> <p>(iii) tout document pertinent est mis à disposition dès que possible après notification de la convocation.</p>
<b>Chapitre 3, Participation et titres d'accréditation</b>		
<b>8</b>	<b>Participation</b>	<p>– L'article 8 rappelle la composition des délégations de la Conférence générale. Il prévoit également que des personnes invitées et des membres du personnel puissent assister à la Conférence générale, avec l'accord du CIPM et/ou du directeur.</p> <p>– Cet article confirme par ailleurs les droits en matière de vote des différents participants, conformément à la Convention du Mètre. L'article 7 du Règlement annexé prévoit (i) que « <i>chaque État a droit à une voix</i> » et (ii) que les membres du CIPM « <i>siègent de droit dans les réunions de la Conférence</i> » ; « <i>ils peuvent être en même temps délégués de leurs Gouvernements</i> ».</p> <p>– L'article confirme qu'aucun autre participant (qu'il s'agisse de Membres Associés, d'Observateurs, du directeur, de personnes invitées ou de membres du personnel) ne dispose du droit de vote.</p>

Art.	Titre	Commentaire
9	Titres d'accréditation	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Conformément aux compétences administratives du directeur, l'accréditation est gérée de façon efficace par l'Organisation ; toute accréditation faisant l'objet d'un litige doit être soumise par le président à la Conférence générale pour décision.</li> <li>– L'article 9.1, dans sa deuxième phrase, requiert des États Membres qu'ils identifient à l'avance un délégué principal et des suppléants dans les titres d'accréditation afin d'assurer le bon déroulement de la réunion de la Conférence générale. L'article 18.1 prévoit que le délégué principal et ses suppléants, conformément au titre d'accréditation, soient autorisés à voter au nom de l'État Membre.</li> <li>– L'article 9.3 n'indique pas d'exigences spécifiques concernant la manière dont les titres d'accréditation doivent être soumis. Ils peuvent être envoyés par la poste ou par courriel.</li> </ul>
<b>Chapitre 4, Présidence et secrétariat</b>		
10	Présidence	<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 10 rappelle les attributions du président lorsqu'il préside la Conférence générale, conformément à la compétence implicite d'un « président » de garantir l'efficacité et le bon déroulement de la réunion. Cependant, étant donné que la Conférence générale est elle-même l'organe de gouvernance suprême de l'Organisation, il est prévu que la Conférence générale puisse passer outre la décision du président pour certaines questions portant sur les droits de participation des États membres.</li> <li>– Le second paragraphe de l'article 10 prévoit l'indisponibilité du président (c'est-à-dire le président de l'Académie des sciences française ou tout autre président nommé au début de la réunion, conformément à l'article 2.3) et la capacité de la Conférence générale à poursuivre ses travaux en toutes circonstances – cette compétence découle d'une interprétation nécessaire de la Convention du Mètre. Le président du Comité international est le remplaçant <i>ad hoc</i> immédiat.</li> </ul>

Art.	Titre	Commentaire
		<ul style="list-style-type: none"> <li>– Si le président est absent de façon temporaire, le président du Comité international préside la Conférence générale ; si le président est absent pour une longue période, la Conférence générale prend la décision de nommer un président par intérim pour le reste de la réunion.</li> </ul>
11	Secrétariat	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le secrétariat est constitué afin d'assister et de conseiller le président quant au bon déroulement de la Conférence générale. Le secrétariat suit, sans y être néanmoins tenu, la tradition selon laquelle le secrétaire du Comité international agit en tant que secrétaire de la Conférence générale.</li> <li>– L'article 11 tient compte des aspects pratiques de la Conférence générale, dont l'organisation administrative est assurée par le directeur et le personnel de l'Organisation, et reconnaît l'importance d'une assistance juridique afin d'assurer la bonne gouvernance de la réunion.</li> </ul>
<b>Chapitre 5, Langues et comptes rendus</b>		
12	Langues	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Bien que la Conférence générale soit limitée à deux langues, l'article 12 garantit la compréhension mutuelle de tous les participants à la Conférence générale et préserve l'utilisation efficace des ressources de l'Organisation.</li> </ul>
13	Comptes rendus	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les comptes rendus de chaque réunion doivent être publiés en français et en anglais par l'Organisation au cours de l'année qui suit la Conférence générale. Le rapport officiel des réunions est celui en langue française.</li> </ul>
<b>Chapitre 6, Déroulement de la réunion</b>		
14	Quorum	<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 14 fixe le quorum requis pour que la Conférence générale puisse (i) délibérer et (ii) prendre des décisions. Le quorum n'est pas fixé explicitement par la Convention du Mètre mais le pouvoir de le faire découle d'une interprétation nécessaire de la Convention du Mètre. Le quorum de l'organe suprême de direction d'une organisation internationale (tel que la Conférence générale) est un élément essentiel de sa bonne gouvernance. L'article 14 vise à établir un équilibre entre la légitimité de l'Organisation à agir et son efficacité continue, même en</li> </ul>

Art.	Titre	Commentaire
		<p>l'absence de représentation des États Membres. L'objectif est d'inciter les États Membres à envoyer des délégués accrédités à la Conférence générale.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 14.1 impose un minimum de 33 États Membres (64/2+1, selon le nombre d'États Membres au 1<sup>er</sup> janvier 2026), présents en personne ou par l'intermédiaire d'un système électronique sécurisé, pour que la Conférence générale puisse délibérer et prendre des décisions. Le vote a lieu selon l'article 18.</li> </ul>
15	Interventions	<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 15 confère au président le pouvoir de conduire les débats lors de la Conférence générale et introduit le <i>principe</i> d'un « droit de réponse », accordé par le président s'il le juge nécessaire.</li> </ul>
16	Procédure	<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 16 permet aux États Membres de porter à l'attention du président des questions de procédure (« motions d'ordre ») sur lesquelles il doit alors prendre immédiatement une décision. Dans ce contexte, « immédiatement » signifie avant de poursuivre la réunion sur le fond ; le président peut, par exemple, suspendre la séance pour demander conseil au secrétariat.</li> <li>– Dans l'ensemble du Règlement intérieur et dans l'article 16, le terme « tout délégué » couvre également les suppléants.</li> <li>– La décision du président quant à la motion d'ordre est maintenue à moins qu'une décision de la Conférence générale ne l'annule. Dans ce cas également, la décision de la Conférence générale doit être prise immédiatement.</li> </ul>
17	Décisions	<p><b>Article 6 du Règlement annexé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 17 n'énonce pas, de façon délibérée, l'objet, le contenu ou la formulation des décisions de la Conférence générale.</li> <li>– L'article 17.1 a pour objet de confirmer la pratique actuelle de gouvernance concernant la façon dont la Conférence générale prend des décisions. De nombreuses décisions de la Conférence générale sont obtenues en pratique par consensus (ou sur la base d'une absence d'opposition). Cela concerne notamment les décisions :</li> </ul>

Art.	Titre	Commentaire
		<ul style="list-style-type: none"> <li>(i) de nommer un président si le président de l'Académie des sciences française n'est pas disponible (article 2) ;</li> <li>(ii) de prendre les dispositions nécessaires pour organiser les réunions (articles 3 et 4) ;</li> <li>(iii) d'adopter l'ordre du jour (article 6) ;</li> <li>(iv) de nommer le secrétaire de la Conférence générale (article 11).</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 17.2 est rédigé de façon à satisfaire à l'obligation imposée par l'article 6, alinéa 5 du Règlement annexé, selon lequel la décision relative à la dotation (contributions des États Membres) « <i>sera valable seulement dans le cas où aucun des États contractants n'aura exprimé, ou n'exprimera, dans la Conférence, un avis contraire</i> ». Dans ce cas, l'objectif d'un vote par appel nominal est de s'assurer de l'absence d'opposition vis-à-vis de la dotation.</li> <li>– Toutes les autres décisions de la Conférence générale sont soumises à un vote.</li> </ul>
18	Vote	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Les articles 18.1 et 18.2 régissent l'attribution et l'exercice du droit de vote par les États Membres. Le reste de l'article (à l'exception de l'article 18.4) traite du déroulement du vote par appel nominal.</li> </ul>
<b>Chapitre 7, Renouvellement du Comité international</b>		
19	Candidature au Comité international	<p><b>Article 14 de la Convention du Mètre, Article 8 du Règlement annexé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 19 porte sur la procédure concernant les membres sortants du Comité international qui sont élus à titre provisoire entre les réunions de la Conférence générale et qui peuvent être candidats à l'élection lors de la réunion de la Conférence générale, ainsi que ceux qui démissionnent de leurs fonctions. L'article vise à faciliter la diffusion de ces informations en les intégrant à la documentation finale de la réunion.</li> <li>– Étant donné que tout membre en exercice du Comité international peut être tiré au sort pour se présenter à l'élection lors de la réunion de la Conférence générale, l'article 19 prévoit que les</li> </ul>

Art.	Titre	Commentaire
		<p>informations concernant tous les membres en exercice soient diffusées en même temps que celles concernant les membres sortants et démissionnaires. Même s'il n'est pas nécessaire d'effectuer un tirage au sort (lorsque le renouvellement de la moitié des membres du Comité international est assuré sans tirage au sort), il est utile pour les États Membres, lors de l'examen des candidatures, de prendre connaissance des curriculum vitae et autres documents des membres sortants et en exercice.</p> <p>– Étant donné que le Règlement intérieur doit entrer en vigueur dès son adoption par la Conférence générale lors de sa 28<sup>e</sup> réunion, le renouvellement du Comité international selon les nouvelles dispositions aura lieu lors de la 29<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale.</p>
20	Élection des membres	<p><b>Article 14 de la Convention du Mètre, Article 8 du Règlement annexé</b></p> <p>– L'article 20 vise à procéder au renouvellement de la moitié des membres du Comité international lors d'une réunion de la Conférence générale, conformément à la Convention du Mètre.</p> <p>– Dans l'article 20.1, la nouvelle procédure permet d'éviter une interprétation incontestablement irrégulière de la Convention du Mètre, en vertu de laquelle le CIPM a été renouvelé dans son intégralité et non par moitié, question au sujet de laquelle le Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail (le Tribunal) a statué dans le Jugement 4580. Les dispositions de la Convention du Mètre impose que le Comité international soit renouvelé « par moitié » lors de chaque Conférence générale (articles 7 et 8 du Règlement annexé)<sup>1</sup>. Le Tribunal a jugé que la moitié signifiait la moitié, ni plus, ni moins. C'est pourquoi le Règlement intérieur énonce explicitement qu'il doit y avoir « neuf membres sortants » lors de chaque réunion. C'est le nombre requis par défaut.</p>

<sup>1</sup> Règlement annexé, Article 7 : « La Conférence générale [...] procède, au scrutin secret, au renouvellement par moitié du Comité international » ; Article 8 : « Lors du renouvellement, par moitié, du Comité international, les membres sortants seront d'abord ceux qui, en cas de vacances, auront été élus provisoirement dans l'intervalle entre deux sessions de la Conférence ; les autres seront désignés par le sort ».

Art.	Titre	Commentaire
		<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 20.2 prévoit ensuite que si la somme des membres élus de façon provisoire et démissionnaires est inférieure à neuf, la Commission d'élection procède à un tirage au sort.</li> <li>– À l'inverse, si la somme de membres élus de façon provisoire et démissionnaires est supérieure à neuf, la Conférence générale procédera nécessairement à l'élection du nombre de membres requis pour reconstituer le Comité international dans son effectif complet. Cela est conforme à la décision du Tribunal.</li> <li>– L'article 20.3 fait référence au fait que la Commission d'élection est mandatée par la Conférence générale (en vertu de l'article 5) pour « <i>défini[r] les critères d'élection du Comité international, ainsi que la procédure associée</i> ». Il revient à la Commission d'élection de décider si, et dans quelle mesure, elle adopte ou amende les critères et la procédure actuellement décrits dans le document intitulé « Critères et procédure pour l'élection du CIPM » qui a été établi par la Commission pour l'élection du CIPM et le CIPM (document publié sur le site internet bipm.org). Cependant, les critères et la procédure que la Commission d'élection décidera de mettre en place devront se conformer « <i>à un processus ouvert, transparent et fondé sur le mérite</i> ».</li> <li>– L'article 20.5 confirme que la participation au Comité international prend effet dès que la Conférence générale a procédé au vote concernant le renouvellement du CIPM. En d'autres termes, et en vertu de l'article 8 du Règlement annexé, dès qu'un membre sortant n'est pas réélu « lors du renouvellement » du Comité international, il est immédiatement déchu de ses fonctions et, par conséquent, de ses compétences en matière de gouvernance au sein de l'Organisation. La Convention du Mètre ne prévoit pas de transition ou de délai entre les recompositions du Comité international par la Conférence générale. Les membres élus au Comité international par la Conférence Générale prennent leur fonction lors de la première réunion du Comité international élu.</li> </ul>



Art.	Titre	Commentaire
<b>Chapitre 8, Modification, suspension et entrée en vigueur</b>		
<b>21</b>	<b>Modification et suspension</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– L'article 21 permet de modifier ou suspendre le Règlement intérieur ; sauf pour maintenir le bon déroulement de la réunion, et afin d'éviter tout abus, toute décision d'amendement ou de suspension du Règlement intérieur doit être incluse à l'ordre du jour révisé, c'est-à-dire avant l'ouverture de la réunion.</li> </ul>
<b>22</b>	<b>Entrée en vigueur</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le Règlement intérieur entrera en vigueur dès qu'il sera adopté par la Conférence générale à sa 28<sup>e</sup> réunion. Le règlement intérieur n'aura pas d'effet rétroactif, de sorte que les dispositions relatives à la convocation et à la préparation de la réunion, etc., ne seront mises en œuvre que dans le cadre de l'organisation de la 29<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale. De même, le CIPM ne sera renouvelé en appliquant le Règlement intérieur que lors de la 29<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale.</li> <li>– Le Règlement intérieur sera soumis à la Conférence générale pour adoption lors de la 28<sup>e</sup> réunion dans le Projet de résolution F. Il est ainsi prévu de procéder comme suit lors de la 28<sup>e</sup> réunion de la Conférence générale :  <b>Avant</b> de voter sur le Projet de résolution F, la Conférence Générale : <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) prend toutes les autres décisions ;</li> <li>(ii) procède à l'élection des membres du Comité international conformément à la procédure actuellement applicable, à savoir la Résolution 2 adoptée par la CGPM en 2014 ;</li> <li>(iii) vote sur le Projet de résolution F.</li> </ul> <b>Si</b> le Projet de résolution F est adopté : <ul style="list-style-type: none"> <li>(i) la Résolution 2 de la CGPM (2014) est révoquée ;</li> <li>(ii) le Règlement intérieur de la CGPM entre en vigueur ;</li> <li>(iii) la Conférence générale peut procéder à l'élection des neuf représentants d'États Membres composant la Commission d'élection, conformément à l'article 5 du Règlement intérieur de la CGPM.</li> </ul> </li> </ul>

Pavillon de Breteuil  
F-92312 Sèvres Cedex  
FRANCE

**bipm.org**

© *bipm.org*, 2026.